

Je n'en veux que trois exemples très rapidement énoncés : le premier en 1936, l'Allemagne a voulu débarquer au Maroc espagnol. Notre ami Pierre Viénot — et il conviendrait que le Congrès l'en félicitât — a parlé un langage énergique au chargé d'affaires d'Allemagne, avec, bien entendu, l'assentiment de notre ami Léon Blum. L'Allemagne hitlérienne a reculé.

Second exemple : Nyon. L'Italie a refusé d'aller à la Conférence de Nyon. On s'est passé d'elle et c'est l'Italie fasciste qui a demandé elle-même à devenir signataire des accords de Nyon. (*Quelques applaudissements.*)

Enfin, troisième exemple, présent à tous nos esprits : c'est la fermeté de la France, c'est la fermeté tardive mais certaine de l'Angleterre qui, il y a quinze jours, a sauvé la République tchécoslovaque et la paix du monde. (*Applaudissements.*)

Et j'ajoute que c'est dans la mesure où cette politique de fermeté sera poursuivie, que le danger s'écartera.

Camarades, j'en ai fini. Je vous demanderai amicalement de ne pas vous laisser prendre au jeu facile des nationalistes qui jouent aujourd'hui aux pacifistes. En défendant la sécurité collective, en nous montrant énergiques et décidés contre les entreprises des Etats totalitaires, c'est l'œuvre de paix que nous continuons. Cette œuvre de paix, que dès 1923, dès sa reconstitution à Hambourg, notre Internationale avait entreprise.

Les circonstances ont changé, mes amis, mais le but demeure le même. C'est en combattant nationalement et internationalement le fascisme, que l'on fait reculer la guerre. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Zyromski, Fédération de la Seine.

ZYROMSKI. — Je crois, camarades, que personne ne pourra nier cette constatation évidente : depuis plusieurs années, nous assistons sur le front international à une avance générale du fascisme. Je dis depuis plusieurs années, et dès le début de mon intervention, je ne veux pas passer sous silence la responsabilité initiale et la respon-

sabilité décisive du gouvernement de M. Laval, qui, il y a quelques années, selon qu'il tenait entre les mains les destinées de la nation française, a tout fait pour favoriser la marche en avant du fascisme, et a détruit les principes fondamentaux et la force dans la sécurité collective. (*Quelques applaudissements.*)

Mais, si je veux être juste, en rappelant la responsabilité initiale et décisive de M. Laval, je veux également être juste en rappelant d'autres responsabilités.

Depuis quelques années, ai-je dit, avance générale du fascisme sur le front international, mais également depuis quelques mois, depuis mars 1936 et depuis juin 1936, non seulement cette avance n'a pas été arrêtée, non seulement cette avance n'a pas été limitée, mais encore elle a pris des proportions beaucoup plus grandes. Et, à l'heure actuelle, nous pouvons constater que dans l'Europe, dans l'Europe que M. Mussolini a déclaré qu'elle serait fasciste, à la fois deux grands Etats totalitaires, l'Empire germanique et l'Empire romain, sont à l'heure actuelle des réalités qui s'étendent de la mer Baltique à la mer Méditerranée et qui débordent également largement leurs propres frontières. Que ce soit du côté de l'Europe baltique, de l'Europe centrale, de l'Europe orientale, de l'Europe balkanique, de la Méditerranée, et hélas ! aussi par la guerre d'Espagne, de l'Europe occidentale, partout le fascisme est en progrès. Partout il avance, partout il occupe chaque jour les positions stratégiques, les positions dominantes les plus essentielles. Il a désagrégé et dissocié la Petite Entente. Il a déterminé le repli national de l'Europe scandinave. Il asservit à ses desseins et à son contrôle des peuples qui naguère étaient dans le circuit de la sécurité collective.

L'Europe n'est pas fasciste encore, mais si nous continuons, elle s'achemine sûrement vers l'abomination du fascisme international. (*Applaudissements.*)

Cette marche en avant, du fascisme international, je veux l'examiner brièvement, comme socialiste, comme internationaliste, comme quelqu'un qui, quoi qu'on en dise un peu partout dans les sections du Parti, est resté un socialiste et un internationaliste... (*Quelques applaudissements.*) Cette marche en avant, elle est la résultante de l'action

conjuguée, et de l'action coordonnée de ce que nous appelons le « fascisme » sur le plan intérieur et sur le plan international.

Le fascisme sur le plan intérieur, c'est-à-dire la dictature la plus intensifiée du capitalisme, du capitalisme qui, après avoir passé par la phase du capitalisme de libre concurrence, a évolué par la phase du capitalisme monopoleur, pour arriver au capitalisme dictatorial, et pour se couler enfin dans le moule du fascisme, le fascisme n'est pas autre chose que la force mise au service du régime capitaliste lui-même qui, comprenant que la démocratie bourgeoise, ses conquêtes et ses libertés, ne sont pas suffisantes pour arrêter la marche en avant du prolétariat, annule, détruit et disloque la démocratie et contre les libertés démocratiques fait régner la dictature du fascisme ! (*Quelques applaudissements.*)

Eh bien, camarades, contre le fascisme intérieur, nous l'avons dit souvent, si attachés que nous soyons à la démocratie, même bourgeoise, si importantes que soient pour nous les libertés démocratiques, le suffrage universel, les libertés parlementaires et les libertés syndicales, nous savons que contre le fascisme sur le plan intérieur, il faut nécessairement, pour le combattre et pour le vaincre, la force et l'action directe du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

Seulement, le fascisme sur le plan intérieur, quel que soit le perfectionnement de sa dictature, a compris que même cela n'était pas suffisant pour arrêter la marche en avant du prolétariat. Il a conjugué l'action sur le plan intérieur avec son action sur le plan international, et il a fait intervenir directement dans la lutte de classes les Etats totalitaires constitués avec tout leur appareil de force, ce qui fait qu'aujourd'hui le mouvement ouvrier, la classe ouvrière internationale n'a pas seulement à lutter contre les forces parlementaires, électorales, économiques du capitalisme; il a à lutter contre l'appareil de force des Etats totalitaires; avec tous les moyens politiques, diplomatiques et militaires.

Cela, camarades, ne devrait pas nous étonner. Ce n'est pas autre chose qu'une extension et un approfondissement de la lutte de classes, en ampleur et en étendue.

Aujourd'hui, pour aller au socialisme, pour marcher au socialisme, nous avons non seulement à briser les obstacles anciens de la force du capitalisme intérieur, nous avons à briser les nouveaux obstacles constitués par l'appareil de force des Etats totalitaires, et ce n'est pas notre faute si nous avons à compter maintenant pour la marche en avant du socialisme, avec les canons, les tanks, les avions et les mitrailleuses.

C'est une dure réalité, mais c'est une réalité que nous devons savoir regarder en face, pour adapter et pour ajuster notre doctrine et notre méthode d'action. Et, en présence d'une telle situation, de cette situation qui, je le sais, n'est pas réjouissante, mais qui existe, car camarades, de même que vous ne pouvez pas lutter contre certaines manifestations du fascisme intérieur, avec le bulletin de vote, je suppose que vous ne lutterez pas par des prédications pacifiques et des appels de négociations, contre des Etats qui sont décidés à employer tous leurs moyens de force pour briser la marche en avant de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*) Eh bien, camarades, en présence d'une telle situation, il faut savoir clairement dégager et clairement discerner l'objectif immédiat — je ne dis pas l'objectif lointain — mais l'objectif immédiat, en présence du bloc des Etats totalitaires, en présence de leur appareil de forces politique, militaire et économique, diplomatique, mis au service du fascisme, il faut constituer en face une force dont le rapport de force sera supérieur à la force des Etats totalitaires !

Il n'y a pas, à l'heure actuelle, immédiatement d'autre moyen, et d'autre méthode, si nous voulons que la liberté et la démocratie vivent dans notre pays, et revivent en Europe !

La constitution d'un rapport de forces supérieures en face des Etats totalitaires est, pour le mouvement ouvrier, une nécessité absolue. C'est une conséquence et une résultante de l'action de classe, résultant du fait social, la lutte de classes s'aggravant et s'approfondissant en ampleur et en étendue.

Comment faire cette constitution ? Comment établir ce rapport de forces supérieures ? Il est nécessaire d'abord de

procéder à une clarification théorique, avant d'en dessiner l'agencement pratique.

Clarification théorique ? Il faut que le mouvement ouvrier répudie d'une manière totale et écarte d'une manière définitive deux redoutables déviations, deux déviations qui se combattent l'une l'autre, mais qui en fait, comme le rappelait tout à l'heure mon ami Louis Lévy, aboutissent exactement au même résultat : c'est d'une part ce que j'ai appelé l'infantilisme révolutionnaire; cette croyance erronée et sommaire qui croit que c'est seulement par l'action directe spécifique de la classe ouvrière par l'action directe du prolétariat, qu'on peut faire reculer le fascisme international.

Camarades de la Gauche révolutionnaire, vous avez raison quand il s'agit du fascisme restant sur le plan intérieur. Je suis d'accord avec vous quand vous dites que contre le fascisme intérieur, que contre toutes les formes de la dictature capitaliste, il n'est pas suffisant de se servir des bulletins de vote et des libertés constitutionnelles; et je sais toute la valeur et toute la force de l'action spécifique de la classe ouvrière. Mais dites-moi, contre le fascisme international, contre l'appareil de force des États totalitaires, contre leurs armées et leurs flottes, contre leurs mitrailleuses, leurs tanks et leurs avions, de plus en plus perfectionnés, croyez-vous que l'action directe de la classe ouvrière soit le moyen adéquat pour résister à la marche en avant du fascisme international ? Certainement non ! Quelle que soit la valeur de la grève générale, vous sentez très bien que ce n'est pas par le déclenchement de grèves générales dans notre pays, que l'on arrêtera la marche en avant du fascisme international. (*Applaudissements.*) Je suis sûr d'obtenir sur ce point l'audience sympathique de la majorité de ce Congrès. Je ne suis pas sûr maintenant de retenir son audience sympathique, quand je vais essayer de voir l'autre déviation, à mon sens tout aussi dangereuse, si ce n'est pas plus dangereuse, celle que j'ai appelée l'illusionisme pseudo-pacifique.

Quelles sont les thèses, quels sont les thèmes fondamentaux de cet illusionisme pseudo-pacifiste dont mon ami L'Hévéder à la tribune a été, tout à l'heure, le représentant le plus marquant ?

« D'abord, si vous le voulez bien, c'est cette idée qui s'exprime par cette formule : « Oh ! pas de blocs idéologiques, car c'est le retour aux alliances particulières d'avant-guerre, et les alliances particulières d'avant-guerre, nous savons qu'elles ont conduit à la grande conflagration mondiale de 1914-1918 » ».

J'en demande bien pardon à ceux qui disent : « Pas de blocs idéologiques », mais des socialistes ne devraient pas dire cela, car les blocs idéologiques, ce n'est pas autre chose que la conséquence et la résultante du fait social, de la lutte de classes (*très bien !*) et si vous dites : « Pas de blocs idéologiques », alors que toute la politique des Etats totalitaires s'oriente vers une solidarité effective de plus en plus active, mais camarades vous aboutissez au désarmement et à l'isolement des démocraties ! Vous laissez les forces démocratiques éparses et dispersées dans le monde, et en face de blocs de plus en plus cohérents et de plus en plus homogènes, disposant d'un appareil de forces de plus en plus perfectionné, vous ne voyez que les démocraties impuissantes et isolées qui, chaque fois que le fascisme veut avancer, éprouvent le besoin de négocier et de reculer !

Autre thèse, autre thème de cet illusionisme pseudo-pacifiste : ne pas accepter l'idée de guerre. Que des camarades disent : « Moi, je n'accepte pas l'idée de guerre », camarades, c'est très bien dans son cerveau, et dans sa conscience, de ne pas accepter l'idée de guerre ! Mais que vous le vouliez ou non, la guerre est là, elle est un fait sur plusieurs points du globe ! (*Applaudissements, quelques : Hou ! hou !*) Elle rôde autour de nos frontières ; elle a même dépassé, aujourd'hui, nos frontières naturelles... (*bruit dans l'assistance*) la guerre est là !

**PLUSIEURS VOIX.** — Non !

**ZYROMSKI.** — C'est un fait ! (*Manifestations diverses dans la salle.*)

**LE PRÉSIDENT.** — Je prie les camarades d'écouter ! (*Bruit général, confusion.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons, c'est fini ? Allez-vous écouter, maintenant ? Continue, Zyromski, et silence !

ZYROMSKI. — Je suis étonné, camarades, des mouvements de séance de ce Congrès. Vous avez des yeux bien obscurcis, et des oreilles bien assourdies, permettez-moi de vous le dire ! (*Applaudissements.*)

Enfin, camarades, nous sommes dans un Congrès socialiste, nous sommes dans un Congrès de la Section française de l'Internationale ouvrière, et c'est à des socialistes qu'il faut dire que le régime capitaliste accumule les conditions les plus favorables au déclenchement de la guerre ! (*Applaudissements.*) Si vous étiez de ces démocrates bourgeois, que parfois vous poursuivez de vos sarcasmes, je comprendrais vos sarcasmes, je comprendrais vos protestations ! Si nous étions des idéalistes mystiques, des tolstoïsans, je comprendrais vos protestations ! Mais nous sommes des socialistes et des marxistes qui savons que la guerre, en régime capitaliste, n'est que la continuation de la politique des classes dominantes, et vous voudriez que nous ne constations pas le fait de la guerre ?

Autre thèse de l'illusionisme pacifique : il y en a qui disent : « Nous voulons la paix avec tous les peuples, quel que soit le régime politique. » Quelle admirable formule ! La paix avec tous les peuples ? Je crois bien ! Je suis resté, camarades, assez socialiste et assez internationaliste pour savoir que le développement de l'action de classe du prolétariat, la plus parfaite et la plus adéquate, exige la paix entre les peuples. Mais quand on ajoute : *Quel que soit le régime politique !* Que des socialistes et que des marxistes disent cela, voilà qui m'étonne, car enfin le régime politique, au point de vue de la méthode marxiste, n'est pas autre chose que l'expression d'un état économique et social donné. Or, c'est le système économique et social des Etats totalitaires qui conduit à la négation de tous les principes de la paix organisée et de la communauté internationale. La paix par la Société des Nations, par la communauté internationale, c'est une vieille revendication socialiste. Mais pour qu'elle puisse exister, il faut qu'il y ait un minimum de principes fondamentaux en ce qui concerne la communauté internationale, et je déclare que les

Etats totalitaires et que les Etats fascistes — je ne dis pas les monarchies, je ne dis pas les empires, je ne dis même pas tous les gouvernements capitalistes — mais je dis que les Etats totalitaires, avec leur structure, leur système et leur philosophie, sont incompatibles avec la notion même de communauté internationale. (*Applaudissements.*)

Autre thèse et dernier thème de cet illusionisme pseudo-pacifiste : nous ne voulons pas des armements, parce que cela crée la psychose de guerre. Je sais toute la difficulté et toute la nocivité de la course aux armements. Mais dites-moi bien, camarades : tout à l'heure, lorsque j'ai dénoncé les conceptions sommaires de l'infantilisme révolutionnaire, je sentais que la majorité du Congrès m'approuvait.

UNE VOIX. — L'unanimité !

ZYROMSKI. — Du jour où vous avez un système d'Etat totalitaire, ayant à sa disposition tout le détail et toute la variété d'un appareil de force, au service d'une domination fasciste, vous n'avez pas le droit de désarmer les Etats démocratiques, vous avez le droit et le devoir supérieur de les armer et d'opposer à la force fasciste la force des Etats démocratiques. (*Applaudissements.*)

Je viens, brièvement et sommairement, de faire ce que j'ai appelé une clarification théorique, avant d'aborder l'agencement pratique de cette politique constructive de paix, avant de réunir les éléments de cette politique internationale antifasciste.

Je vais essayer de la résumer et de la schématiser, en quelques traits essentiels :

Cette politique-là, cette constitution du rapport de forces supérieures, il appartient à notre pays, par toute une série de conjonctures historiques, d'en être à l'heure actuelle l'initiateur. C'est à la France républicaine d'être à la tête de cette cristallisation, et de cet amalgame des forces démocratiques éparses dans le monde. Je sais combien le gouvernement à direction socialiste de juin 1936 a eu à faire face à la fois à tant de préoccupations et de soucis si lourds, mais je crois qu'il n'a pas eu la résolution assez ancrée de déterminer avant tout ce rassemble-

ment des forces démocratiques éparses et dispersées dans le monde.

Cet amalgame, ce rassemblement des forces démocratiques éparses, d'abord cela exige le maintien du pacte franco-soviétique et de ses annexes. Quelles que soient les difficultés et les oppositions que nous pouvons avoir sur les problèmes des rapports entre le Parti socialiste et le parti communiste, nous devons savoir qu'à l'heure actuelle le Pacte franco-soviétique, pacte ouvert, conçu dans le cadre de la Société des Nations, pacte auquel peuvent s'agréger librement d'autres nations, est une condition essentielle du maintien de la force des Etats démocratiques dans le monde. (*Applaudissements.*)

Je sais que certains ont déclaré que la force matérielle de la Russie soviétique était profondément atteinte à la suite d'incidents de politique intérieure de ces derniers mois. Je suis monté à cette tribune avec la volonté de dire toute ma pensée, et de ne pas la voiler, quitte à perdre un certain nombre de mandats de Congrès. Je dis que la force matérielle de la Russie soviétique, après tous les renseignements et les documents très précis que j'en ai, est loin d'être négligeable. J'ai eu l'occasion de voir de l'autre côté des Pyrénées, le matériel soviétique, et je vous assure que sur certains points je souhaite que le matériel de l'armée française soit au niveau du matériel de l'armée soviétique ! (*Applaudissements et quelques protestations.*)

Je le souhaite, Marius Dubois !...

MARIUS DUBOIS. — Non ! Non !

LE PRÉSIDENT. — Mais allez dehors discuter entre vous, mes amis !

(*Bruit dans la salle, manifestations diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — Zyromski seul à la parole !

ZYROMSKI. — Je sais, camarades, véritablement... (*Le bruit continue dans la salle.*)

LE PRÉSIDENT. — Allez-vous écouter ?

ZYROMSKI. — ...Véritablement, je ne crois pas que je

conduis mon argumentation de manière à déclencher de tels mouvements dans l'auditoire ! (*applaudissements*), et en ce qui concerne la force morale de l'armée soviétique que l'on a dit atteinte, après certains procès retentissants, quelles que soient les réactions que cela pourra avoir dans ce Congrès, je déclare qu'il était certain — et qu'il n'est peut-être pas encore sûr que tout soit extirpé — qu'il y avait dans l'état-major de l'armée soviétique, des tentatives de pénétration et de ramification de la part de l'Allemagne, et que notamment en ce qui concerne le général Toukatchewski, son soutien a été pour l'entente franco-soviétique, un événement extrêmement heureux, dont nous devrions être reconnaissants au gouvernement soviétique lui-même. (*Applaudissements et vives protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons !... Allons les murmures, est-ce terminé ! Ecoutez !...

ZYROMSKI. — Je suis d'autant plus étonné de voir ce Congrès protester avec tellement de véhémence, que jusqu'à maintenant je croyais que j'étais sur un terrain qui était accepté officiellement par le Parti et défendu par tout le Groupe socialiste au Parlement... (*Manifestations diverses.*)

Je sais qu'il est bon de mettre les points sur les i, pour dissiper un certain nombre d'équivoques et un certain nombre d'hypocrisies !...

GRUMBACH. — Très bien !

ZYROMSKI. — Mais le pacte franco-soviétique, à lui seul, ne suffit pas. Il faut qu'il soit ajusté avec d'autres et il faut qu'il ait ses propres développements, dans tous les cadres et dans tous les domaines. Et le tort de notre diplomatie a été justement, depuis le 2 juin 1935, date de la signature du pacte, de ne pas avoir accepté de lui donner tous les compléments et toute l'efficacité nécessaires.

Donc, pour cette politique de rassemblement des forces démocratiques antifascistes, en premier lieu renforcement du Pacte franco-soviétique et de ses annexes, axe et pivot du rassemblement des forces démocratiques dans l'Europe et dans le monde. —

En deuxième lieu, il faut, camarades, que devant l'offensive du fascisme international, qui se développe avec tellement de forces, et qui progressivement occupe les points d'appui les plus précieux, il faut coûte que coûte sauver les points d'appui tchécoslovaque et espagnol ! Je dis coûte que coûte, car si nous ne les sauvons pas, si la Tchécoslovaquie ne reste pas un état indépendant et si la République espagnole n'est pas victorieuse, tout le travail d'agencement du bloc des forces démocratiques est pour une longue période historique complètement arrêté, et alors, oui ! l'Europe sera fasciste et je suis sûr que vous ne voulez pas que l'Europe soit fasciste ! (Applaudissements.)

Pour la Tchécoslovaquie, je reconnais que sur ce point mes critiques devront être moins fortes qu'en ce qui concerne la défense du point d'appui espagnol. Pourquoi la situation est-elle meilleure ? Parce que nous avons déclaré très nettement à plusieurs reprises qu'un pacte, le pacte franco-tchèque jouerait à plein en cas de menace de l'indépendance de la Tchécoslovaquie ! (Très bien ! Applaudissements.)

Pour la Tchécoslovaquie, un certain nombre de camarades se sont engagés à fond, et ils ont bien fait. Seulement il faut préciser : la politique qui est alors suivie par le gouvernement de Grande-Bretagne et même par le gouvernement français à l'égard de la Tchécoslovaquie, n'est pas toujours à l'abri de tout reproche. Il y a plusieurs manières de prendre un point d'appui. On peut le prendre par une attaque directe. On peut le prendre aussi en minant à l'intérieur, et à l'heure actuelle, c'est la dissociation et la désagrégation de la Tchécoslovaquie qu'Hitler joue, qu'Hitler jouera tant qu'il n'aura pas conquis le point d'appui espagnol, car les deux questions sont étroitement solidaires !

JEAN LONGUET. — Très bien !

ZYBOMSKI. — Et je ne trouve pas qu'en ce qui concerne cette résistance matérielle et morale à la désagrégation, à la dissociation tchécoslovaque, même notre gouvernement français a l'attitude ferme qu'il convient. Des con-

seils de modération ? Des conseils de prudence à la République tchécoslovaque ? Ils me paraissent tout à fait superflus et je crois que les conseils de modération et de prudence pourraient beaucoup plus aisément s'appliquer à d'autres.

Néanmoins, jusqu'à maintenant, le point d'appui tchèque tient, il tient grâce au pacte franco-tchèque, grâce au pacte franco-soviétique, grâce à un certain réveil des grandes puissances démocratiques. Il tient aussi parce qu'il n'y a pas quinze jours, l'armée tchécoslovaque a été mobilisée à la frontière, et que la mobilisation de l'armée tchèque a été le signal de la résistance de tout le peuple tchèque, avant-garde de la démocratie mondiale ! (*Applaudissements.*) Ce n'est pas une classe, camarades, qui a été mobilisée, en Tchécoslovaquie, comme ont dit les journaux. Ce n'est pas, Vincent Auriol comprendra l'allusion, trois classes qui ont été mobilisées par la République tchèque, c'est sept classes, 750.000 hommes, toutes les unités motorisées et blindées, occupant les emplacements de couverture. Camarades, je dis que c'est cela l'élément décisif qui a sauvé, pour le moment, la République tchécoslovaque ! (*Quelques mouvements dans la salle.*)

Maintenant, il faut également sauver coûte que coûte — j'ai dit que j'irai jusqu'à l'extrême bout de ma pensée, et je sais à l'heure actuelle quelle sera la répercussion, en ce qui me concerne, de cette franchise ! (*Applaudissements vifs.*) Il faut sauver le point d'appui espagnol, celui-là comme le point d'appui tchèque, coûte que coûte ! Tous, vous avez des paroles de sympathie pour la République espagnole. Tous, vous applaudissez les conducteurs des camions que grâce à mon ami Roger Dufour, vous envoyez pour ravitailler l'Espagne républicaine. Votre sympathie déborde à plein cœur pour l'Espagne républicaine. Très bien ! Mais une aide, camarades, qui n'est pas effective, une aide qui n'est plus assez effective, une aide qui, quoique forte, doit être encore plus forte que celle que, je le reconnais, on lui sert à l'heure actuelle, qu'est-ce en fin de compte ? On veut la victoire ? Mais il faut les moyens de la victoire ! La victoire ne s'obtient pas simplement — je dis simplement — par des tonnes de blé, ou par des tonnes de sucre. Elle s'obtient par des armes, par des

munitions, par des techniciens, par plus encore ! Il faut que l'aide soit à la mesure des circonstances, car une aide qui n'est pas à la mesure et à la hauteur des circonstances, cela peut avoir une certaine valeur morale, ça n'a aucune signification matérielle réelle ! (*Applaudissements.*)

Et, comme je ne suis pas dans la lune, et comme je veux être un réaliste, je veux une aide qui soit véritablement à la hauteur et à la mesure des circonstances. Et, vous allez me dire : « Mais cela, c'est la guerre ! » Camarades, est-ce que pour la République tchécoslovaque — j'ai parlé tout à l'heure en termes suffisamment clairs de la République tchécoslovaque — vous n'avez pas garanti ses frontières ? Et j'ai félicité les camarades qui s'étaient engagés à fond ! Il y a autant d'intérêt pour la France, pour la démocratie, pour le socialisme, de sauver...

QUELQUES VOIX. — Plus !

ZYROMSKI. — Non ! Je ne veux pas déterminer d'ordre de priorité, de préférence. Nous ne sommes pas des nationalistes, nous sommes des internationalistes (*applaudissements*) et l'indépendance d'une seule nation, fait partie du patrimoine commun, de l'humanité et de la classe ouvrière ! (*Applaudissements.*) Et, en disant cela, je reste fidèle à la tradition jaurésienne, la plus authentique et la plus exacte. Si nous laissons tomber le point d'appui espagnol, le point d'appui tchèque est pris ! Le moule du fascisme sera fabriqué pour l'Europe, et vous pourrez ensuite parler de politique, de progrès démocratique et social. (*Rires, applaudissements.*)

Troisième point de cette politique de construction anti-fasciste : à côté, se greffant sur le pacte franco-soviétique, se greffant sur la défense effective et vigoureuse des points d'appui les plus menacés, politique d'ententes régionales, tentative de regroupement sur les principes de la sécurité collective et de la Société des Nations, des nations secondaires, des petits Etats qui s'en sont progressivement détachés, au fur et à mesure qu'ils ont pu constater la lâcheté des grandes puissances démocratiques. (*Très bien !*) C'est ainsi que les gouvernements socialistes scandinaves ont

pu constater la lâcheté des grandes puissances démocratiques, et alors eux qui, par toutes leurs traditions, par toutes leurs conceptions, par tous leurs modes de respirer, de vivre et de sentir, étaient attachés au principe de la sécurité collective et de la Société des Nations, par une sorte de paradoxe très douloureux, pour nous autres socialistes, ils ont inauguré une politique de repli national égoïste, parce qu'ils ont peur de ne pas bénéficier de la sécurité collective qui a été trahie, viciée à propos de l'Ethiopie, à propos de l'Espagne, et à propos de la Chine ! (*Quelques applaudissements.*)

Il faut reconquérir le Bloc scandinave, et comment des socialistes français ne seraient-ils pas attachés à cette œuvre, puisque ces gouvernements socialistes sont souvent présentés par nous comme des modèles, comme des exemples de réalisation; le Bloc scandinave doit véritablement être reconquis par une politique à la fois souple et intelligente de pénétration politique, économique et culturelle, de façon véritablement à créer dans cette partie de l'Europe nordique un système d'Etats attachés au principe de la sécurité collective, et rattachés au grand réseau du pacte franco-soviétique.

Même besogne dans cette Petite Entente qui, à l'heure actuelle, est dissociée et désagrégée par la pénétration économique et intellectuelle de l'Allemagne hitlérienne. Et là aussi, nous savons que derrière les Etats, nous savons que derrière les gouvernements, il y a les peuples, des peuples qui, traditionnellement, sont attachés à la Révolution française. Pourquoi, par exemple, vis-à-vis de la Roumanie, à l'égard de la dictature du fascisme royal de Carol, nous ne nous appuyerions pas sur les grandes forces nationales démocratiques et paysannes de Maniu ? Pourquoi, dans cette Pologne du colonel Beck, qui pourtant devrait être si reconnaissante à la France, nous ne nous appuyerions pas sur les forces démocratiques et paysannes de Witos, alliées à toutes les fractions de la classe ouvrière polonaise ? Pourquoi, dans cette Yougoslavie, dans cette Yougoslavie populaire qui accueille M. Yvon Delbos au cri de : « Vive la France ! » Pourquoi ne ferions-nous pas ce travail de propagande et de pénétration que l'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne conduisent depuis

des années et des années? De manière à grouper une Europe scandinave, une Europe balkanique, de façon véritablement à créer ces ententes régionales, ce réseau d'ententes et d'amitiés qui donnerait à l'Europe continentale une ossature et une armature démocratiques. (*Quelques applaudissements.*)

Camarades, je suis sûr que si nous faisons cette politique, cette politique que nous devons mener sur tous les terrains, cette politique de développement du pacte franco-soviétique, cette politique de défense active, vigoureuse, énergique, et effective des points d'appui tchèque et espagnol, cette politique de regroupement des petites puissances de l'Europe continentale, cela aurait une répercussion immédiate, dans cette Europe insulaire, dans cette Angleterre qui, à l'heure actuelle, connaît la domination du capital de la cité, par le truchement d'un gouvernement conservateur; mais à côté de cette Angleterre-là, est-ce que vous ne sentez pas le mouvement en avant, le mouvement progressiste de toutes les forces travaillistes, libérales, de toutes les forces ouvrières de Grande-Bretagne, de ces forces dont nous n'avons pas su favoriser l'élan; puisque, lorsqu'elles se dressaient contre le gouvernement conservateur, c'étaient les ministres conservateurs qui, pour les contredire et pour les combattre, invoquaient la politique de la France du Front populaire?

Voilà, camarades, ce qu'il faut faire de façon à déclencher dans cette Grande-Bretagne et dans l'Angleterre, ce grand mouvement populaire et progressif qui ramènera l'Angleterre véritablement dans la voie de la sécurité collective.

Et ce que je dis de l'Angleterre, je le dis également des Etats-Unis, avec encore plus de force. Croyez-vous que nous avons véritablement servi la politique du président Roosevelt? Je sais bien, et on le lui fait parfois durement sentir, qu'il ne représente pas tous les Etats-Unis, toute l'Amérique, mais croyez-vous que nous avons véritablement appuyé et facilité ses efforts en ne répondant rien ou presque rien à ses appels pathétiques, en ce qui concerne la mise en quarantaine des puissances fascistes? Ah! ce n'est pas le président Roosevelt qui avait peur des blocs

idéologiques ! Ce n'est pas un socialiste, ce n'est pas un marxiste, mais il a compris que contre la marche en avant du fascisme international, dans les circonstances actuelles, l'objectif immédiat, c'était la constitution du rapport de forces dont, tout à l'heure, j'essayais de vous montrer les éléments constitutifs.

Eh bien, camarades, c'est cette politique-là qu'il faut faire. C'est cette politique-là que je demande à mon parti de faire. C'est cette politique-là que je lui demande de faire triompher dans la démocratie française.

Je crois, à l'heure actuelle, très sincèrement, que c'est seulement cette politique qui peut encore sauver les chances qui restent d'éviter la conflagration générale et la conflagration mondiale. Quoi que vous puissiez en dire, et les uns et les autres, et les camarades dits de la gauche révolutionnaire, comme les camarades du « Socialiste », car souvent vous vous rejoignez dans vos critiques et dans vos attaques, quand il s'agit de cette politique. (*Applaudissements.*) « Zyromski, sac au dos ! » Ça n'a pas seulement été un cri jeté par les communistes, il y a plusieurs années, ou par la Gauche révolutionnaire; plus récemment, il y a d'autres camarades d'autres tendances qui employèrent les mêmes arguments ! Laissons cela, ça n'a aucune importance. Seulement, camarades, je vous le dis, nous sommes arrivés à un moment où il faut que le Parti socialiste voie clair sur l'échiquier international. Il faut qu'il discerne les conditions de la marche en avant du fascisme international. Une fois qu'il les a discernées, il faut qu'il ajoute une politique claire, une politique juste, contre la marche en avant du fascisme international. En faisant cela seulement, il pourra assurer la paix, notre paix, la paix qui m'est chère, la paix du socialisme, la paix dans le respect harmonique de toutes les valeurs épirituelles, démocratiques et nationales, la paix internationaliste; mais si par paix vous voulez entendre je ne sais quelles concessions avec la paix dans l'esclavage, avec la paix dans le respect de la domination du fascisme international, sachez qu'il y a encore des socialistes internationalistes dans ce Parti, qui sont contre cette paix-là, par tous les moyens ! (*Vifs applaudissements.*)